

intérêt, mais d'un intérêt d'une sorte entièrement différente, ce qui prouve à quel point la prosopographie peut recouvrir des champs d'une vraiment grande diversité.

La troisième partie passe en revue diverses populations que l'on peut ranger parmi les « élites » (mot presque aussi ambigu que prosopographie) : le clergé concordataire (Samuel Gicquel), les évêques (Frédéric Le Moigne), la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) d'après-guerre (Bernard Giroux), les professeurs du lycée de Rennes à la Belle Époque (Manon Le Guennec)... Là encore, on mettra en exergue deux articles qui mettent en évidence les difficultés considérables que présente toute tentative de prosopographie et tentent de cerner la méthodologie (si cela est possible) permettant d'aborder ces questions : le premier est celui de Laurent Le Gall autour de la « galaxie folkloriste » (le ciblage d'une telle population étant par lui-même riche d'enseignements) et le second, celui d'Erwan Le Gall sur la prosopographie d'un régiment particulier, le 47^e Ri durant la Première Guerre mondiale. Cette dernière contribution montre de manière fort claire à quel point toute prosopographie relève, non d'un travail de Sisyphe ni même de celui des Danaïdes (heureusement), mais plutôt de l'œuvre d'un explorateur sans carte, ni boussole, ni guide « indigène »...

Au total, un ouvrage utile, une étape sur un chemin qui n'est pas près de s'achever, un essai partant d'une méthode pour tenter de l'appliquer à des objets variés, même si cette méthode n'est elle-même pas définie de façon rigoureuse, parce qu'elle ne peut pas l'être.

Jean-François TANGUY

André LESPAGNOL et Matthieu LEPRINCE (dir.), *Les mutations de l'enseignement supérieur et de la recherche en Bretagne (1945-2015). Déploiement territorial, diversification et essais de structuration*, postface de Christian Le Bart, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Espace et territoire », 2016, 480 p.

Le long titre de cet ouvrage qui publie les actes d'un colloque tenu à Rennes en juin 2015 dit bien l'ambition et les problématiques des deux directeurs de cette recherche collective.

Travail de longue haleine engagé en 2012 par André Lespagnol et Matthieu Leprince sous l'égide de la Maison des sciences de l'homme en Bretagne (MSHB) et avec l'appui de collectivités territoriales (Région Bretagne, Rennes Métropole), c'est l'aboutissement d'une véritable recherche pluridisciplinaire en sciences humaines qui a été ponctuée de journées d'étude et de séminaires. Qu'on en juge : l'ouvrage réunit les contributions de vingt-huit chercheurs, historiens, géographes, politistes, sociologues, économistes, juristes, ingénieurs. Partant du constat d'un « retard breton » à la Libération, l'Université dans l'Ouest étant alors réduite à

l'unique pôle rennais, les deux maîtres d'œuvre associés à Marcel André, chercheur au rectorat, s'interrogent dans leur introduction sur la construction du « système » breton de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) qui a donné naissance au dense réseau actuel. Afin de mesurer le rattrapage opéré, il convient d'étudier les étapes et les rythmes de ce développement, la diversification sectorielle et les choix de localisation des établissements, ainsi que l'essor de la recherche dans ses spécialisations thématiques, sans oublier le rôle majeur des acteurs (État et ministère de l'Éducation nationale, recteurs et élus locaux qui souhaitaient attirer des formations de l'enseignement supérieur dans leur ville).

Histoire des réussites mais aussi des échecs (à Saint-Brieuc et à Lorient au milieu des années 1960), ce livre est bourré de cartes, de graphiques, de tableaux et illustré de photographies. Il apporte pour la première fois, de manière accessible, des données dispersées jusqu'alors réservées aux spécialistes. Mais surtout, il s'efforce de dégager les raisons et les logiques du développement universitaire dans une région où, dès les années 1960, le niveau scolaire augmente rapidement (hausse du nombre de bacheliers) et où la demande de poursuite d'études, moyen de répondre aux mutations de la société et de trouver un emploi qualifié, est forte notamment en Basse-Bretagne.

La première partie est consacrée au « déploiement territorial de l'enseignement supérieur en Bretagne » et aux « jeux d'acteurs ». Quatre études mettent d'abord en perspective la croissance des effectifs étudiants et les réponses globales apportées, donnant une vue d'ensemble de 1960 à 2012 (Pascale Mériot). Puis, elles analysent les phases de cette augmentation rapide : de 1955 à 1975 (André Lespagnol), de 1985 à 2000 lors de la mise en œuvre du plan Université 2000 lancé en 1990 (Marcel André) et son déploiement territorial en Bretagne (Yves Morvan). La seconde séquence s'intéresse à « l'essaimage différencié » de l'enseignement supérieur à partir de Rennes vers les villes de la région, c'est-à-dire à l'ouverture d'instituts, de collèges universitaires (à Brest ou à Nantes dans les années 1960), d'antennes, de délocalisations qui cherchaient à désengorger l'université rennaise asphyxiée par la rapide hausse des effectifs estudiantins. Après la naissance de l'université de Nantes en 1962, l'engagement déterminé des acteurs locaux conduit à créer l'université de Bretagne occidentale (UBO) en 1969-1971. On suit ainsi la stratégie territoriale de la faculté de droit de Rennes de 1945 à 2010 (Daniel Gadbin) ; la mise en place d'un site secondaire à Quimper entre 1969 et 1996 (Jean-Luc Le Cam) ; les tentatives infructueuses de créer une université à Saint-Brieuc, « *surgeon rennais ou germe infertile d'une université de Bretagne nord* » selon l'interrogation de Patrick Harismendy, et la création « en trois actes » de l'université de Bretagne sud (UBS) (Lysiane Métayer-Noël). Vannes, la ville dont le ministre Raymond Marcellin est maire jusqu'en 1977, avait d'abord été préférée à Lorient lors des premières implantations universitaires. C'est au début des années 1990 que le pôle universitaire lorientais parvient à se transformer en quatrième université bretonne. La troisième séquence

étudie l'éclatement du pôle rennais. D'abord, on suit le cheminement de 1945 à 1954 d'un projet inabouti qui anticipait la flambée des effectifs étudiants en voulant créer un grand campus unique à Villejean-Pontchaillou (Matthieu Leprince). À l'heure où la fusion des universités françaises est au programme, il était particulièrement judicieux de se focaliser sur le processus d'éclatement de l'université de Rennes lors du « moment 1968 » et de la loi Edgar Faure et sur les conditions de mise en place de 1968 à 1971 de deux universités, Rennes 1 et Rennes 2, dont la réunification a échoué récemment.

La deuxième partie porte sur la diversification des filières avec des études de cas. Répondant à la demande sociale et à la volonté de l'État de professionnaliser les formations universitaires, on suit ainsi la genèse de la filière administration économique et sociale (AES) à Rennes et à Brest (Céline Dumoulin, Alexandra Filhon) au début des années 1970, celle des métiers du sport et de l'éducation physique (STAPS) de 1960 à 2015 (Julien Fuchs, Thierry Michot, Tanguy Philippe, Jean-Nicolas Renaud). Une seconde séquence est consacrée à la « floraison des écoles », notamment d'ingénieurs, répondant aux besoins en formation de l'économie bretonne comme dans le cas de sa « vocation électronique » des années 1960-1970 et son évolution vers les télécoms et le numérique (Jean-Yves Merrien, Philippe Dupuis). Là encore, les acteurs régionaux et locaux ont pesé sur l'État afin d'obtenir ces implantations dans le « triangle électronique breton » à Rennes, Lannion qui obtient le CNET et Brest. Alain Charraud analyse la genèse et la naissance du « campus atypique », essentiellement privé à l'origine, de Ker Lann à Bruz près de Rennes, sur une idée de Pierre Méhaignerie et malgré les fortes oppositions des universités et de la ville de Rennes. Cette situation a été quelque peu rééquilibrée en faveur de l'enseignement public, avec l'arrivée d'une antenne de l'École normale supérieure de Cachan en 1994 devenue une ENS de plein exercice en 2014 (Florent Le Bot).

Cinq études composent la troisième partie consacrée à l'essor de la recherche en Bretagne dont trois interrogent les origines de la spécialisation « mer » : une sur les deux organismes de recherche océanographique à Brest qui ont donné naissance en 1984 à l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) (Gilles Chatry), une sur un projet d'Institut de la mer spécialisé dans les sciences de la mer dans les années 1960 à l'université de Rennes et son échec (André Lespagnol), une autre sur les années décisives (1960-1967) pour la recherche et l'enseignement des sciences et techniques de la mer à Brest (Hervé Ferrière, Sylvain Laubé). Une fois encore, tous ces travaux montrent que ce qui a été entrepris dans cette décennie 1960 sous l'impulsion du recteur Le Moal a durablement orienté le devenir de la Bretagne et son positionnement dans les dispositifs nationaux de la recherche scientifique, loin de la polarisation parisienne. Ces approches sectorielles sont complétées par une étude comparée de l'apport des activités scientifiques aux économies locales de deux villes moyennes : Fougères et Quimper (Josselin Tallec), recherches principalement en lien avec les industries agro-alimentaires. En guise de

bilan, Guy Baudelle et Bertrand Moro font le point sur le rééquilibrage de la carte nationale de la recherche engagé autour de 1990, sur son impact dans la région, et sur les résultats non négligeables mais somme toute limités de ce « rattrapage », eu égard à la concentration des chercheurs en Île-de-France (INSERM, CNRS). En dehors d'IFREMER (44,7 % des postes en 1990) et en dépit des efforts consentis, les écarts en nombre de chercheurs n'ont guère diminué entre 1990 et 2005. Depuis, on serait plutôt entré dans une phase de repli ou de redéploiement.

En abordant « les recompositions problématiques », la quatrième partie se veut davantage prospective, engageant une réflexion pour l'avenir. Sont d'abord abordées les recompositions des territoires universitaires bretons en cours depuis une quinzaine d'années, dans le cadre des « injonctions de l'État » qui risquent de mettre en jeu « la singularité régionale ». Nous ne reprendrons pas ici tous les sigles qui se succèdent depuis des années et qui nécessiteraient une formation « universitaire » des lecteurs... Mais le « modèle universitaire breton » qui s'était progressivement mis en place dans une collaboration intrarégionale des universités et des écoles est aujourd'hui à la croisée des chemins : il est confronté à la construction et au pilotage d'un vaste ensemble appelé Communauté d'universités et d'établissements (COMUE), qui a donné naissance en 2015-2016 à une université Bretagne-Loire (UBL) de 160 000 étudiants, la plus vaste de France. La mise en place de ce mastodonte universitaire, qui s'étend de Brest au Mans en passant par Rennes, Nantes et Angers, ouvre une nouvelle étape. Catherine Soldano examine les possibles scénarios d'évolution. Universitaire et actif acteur brestois, Daniel Le Couédic replace les évolutions actuelles dans le temps long et s'interroge à juste titre sur les rapports entre enseignement supérieur et aménagement du territoire, « un couple » aujourd'hui « déchiré mais inséparable » : il souligne « la dispersion » du nouvel ensemble et l'emboîtement de structures administratives et politiques qui ne se recoupent pas, loin de là, sans parler de cultures d'établissement différentes comme l'échec de la fusion Rennes 1-Rennes 2 l'a montré. Ce regroupement de fait, imposé d'en haut par la loi Fioraso de 2013, et qui devait s'inscrire dans la réforme de la carte des régions et la création d'une grande région Bretagne-Pays de Loire n'a pourtant pas permis, jusqu'à présent, d'obtenir les grands plans de financement de projets de recherche indispensables pour jouer dans la cour des grands.

Dans leur épilogue, les concepteurs du colloque, qui plaident pour « un droit d'inventaire », s'interrogent sur la possibilité « d'un nouveau mode d'action imprégné par un sage pragmatisme prenant en compte les réalités géographiques et historiques incontournables de la Bretagne et de l'Ouest, afin de progresser pas à pas vers un "système régional" d'EsR organisé et piloté ». Enfin dans sa postface, Christian Le Bart en appelle à une sociologie des acteurs de l'EsR.

Cet ouvrage est aussi le fruit d'une enquête orale au long cours d'André Lespagnol et de Matthieu Leprince : ils ont mené une centaine d'entretiens auprès des décideurs

et acteurs dont la liste est publiée. Ce faisant, ils ont constitué une banque de données accessible aux chercheurs à la MSHB. En outre, sept annexes fournissent de précieuses indications chronologiques et thématiques (dates et lieux d'installation des premiers cycles dans les villes moyennes, de création des IUT, des grandes écoles et des grands organismes de recherche). Un tableau détaillé fournit la liste de tous les acteurs-clés depuis 1945 (recteurs d'académie, doyens et présidents des universités, élus de la région et des grandes villes en charge des dossiers universitaires). Signalons juste une coquille dans la légende de la photographie d'Yves Le Gallo, le fondateur du Centre de recherche bretonne et celtique à Brest : ce laboratoire de l'UBO s'écrit au singulier et non au pluriel.

Au total, à l'issue de soixante-deux ans d'efforts collectifs, le bilan du développement de l'enseignement supérieur et de la recherche en 2015 est pour le moins appréciable (dix sites universitaires, quatre universités, plus de vingt écoles, huit organismes de recherche) dans une région Bretagne qui a su valoriser ses atouts dans le cadre de la modernisation du pays. Ce travail pionnier qui éclaire un pan entier de l'histoire bretonne du temps présent ouvre de nombreuses pistes de recherche. Bénéficiant de la profondeur du champ historique et de réflexions croisées, ce devrait être un outil indispensable aux décideurs actuels. Il faut saluer le travail des deux initiateurs.

Christian BOUGEARD

Typhaine CANN, *Secrets d'épaves. Plongeurs, archéologues et collectionneurs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Essais », 2015, 282 p.

Docteur en ethnologie et chercheur associé au Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC), Typhaine Cann a pour champs de recherche le rôle des différentes médiations dans la production du sens commun, le travail de mémoire et le travail sur la mémoire par une réflexion sur la réinvention des identités à travers la mise en scène du passé. L'auteur fonde sa réflexion sur trois modèles théoriques tirés des travaux de l'anthropologue Maurice Godelier¹⁷ pour qui « l'homme a une histoire parce qu'il transforme la nature », de l'historien Alain Corbin¹⁸ qui considère que les élites intellectuelles urbanisées ont un rôle de médiateurs modifiant les codes culturels des sociétés traditionnelles, et enfin de l'anthropologue et philosophe René Girard¹⁹ qui a développé l'idée de la figure du « médiateur de désir » entre l'objet et le sujet, jouant un rôle dans la production du lien social et des systèmes de valeurs associés.

17. GODELIER, Marcel, *L'idéal et le matériel, pensée, économie, société*, Paris, Éd. Flammarion, coll. « Champs », [1984], rééd. 2010, 348 p.

18. CORBIN, Alain, *Le territoire du vide, l'Occident et le désir du rivage (1750-1840)*, Paris, Éd. Flammarion, coll. « Histoire », 1990, 399 p.

19. GIRARD, René, *De la violence à la divinité*, Paris, Éd. Grasset, 2007, 148 p.